

BOUIRA

Le P/APC installe un conseil consultatif, l'opposition le conteste

Le P/APC d'El-Esnam, RCD, ayant une majorité relative avec 4 sièges sur les 9 que compte la commune et n'ayant pas réussi à rallier les autres élus du RND ou du FLN pour former la majorité, a décidé, pour ne pas bloquer les différents projets inscrits pour la commune, d'inviter l'ensemble des représentants de la population afin de former un conseil consultatif.

L'idée de l'installation de ce conseil consultatif est dictée, selon le communiqué remis à notre bureau, par l'engagement du parti fait lors des élections de travailler en toute transparence avec la population dans le cadre de la démocratie participative longtemps promise par le RCD. Ensuite par la volonté de faire de l'assemblée communale une tribune de concertation et de communion entre les différentes franges de la société afin de faire marcher convenablement les projets de développement. D'ailleurs, à ce sujet, il est utile de rappeler qu'avant l'installation de ce conseil consultatif composé

de 60 membres et représentant tous les quartiers, toutes les associations ainsi que les sages des villages, le P/APC, Hellaï Ahmed, a présenté devant l'assistance les grands axes du plan quinquennal 2008-2012 pour la commune.

Et avant l'adoption de ce plan quinquennal expliqué et clarifié et qui a émerveillé tout le monde par la richesse des suggestions qui touchent à tous les domaines et qui englobent tous les villages sans aucune exclusion, le P/APC a promis aux présents de travailler continuellement avec ce conseil qui sera constamment consulté et auquel il rendra des

comptes lors de réunions élargies et ordinaires qui se tiendront tous les six mois avec des réunions extraordinaires si le besoin se faisait sentir.

Par ailleurs, et si l'installation de ce conseil a été favorablement accueillie par la population qui voit là une manière de gérer honnêtement les affaires publiques locales, il n'en est pas de même pour les élus opposants. En effet, les cinq élus, deux du FLN et trois du RND, qui ont refusé d'assister à cette importante réunion bien qu'ils fussent invités par le P/APC, voient là une violation flagrante du code communal.

A ce sujet d'ailleurs, les cinq élus et «tout en dénonçant les agissements autoritaires du P/APC», interpellent le wali et ce, conformément à l'article 44 du code communal, de ne pas tenir compte de cette réunion ni de ce conseil et de mettre fin aux fonctions du P/APC qui

«est en train d'enfreindre toutes les règles de la comptabilité publique et des règlements portant exécution des dépenses et recettes du budget communal». Et comme pour étayer leurs dires, les rédacteurs du communiqué énumèrent un certain nombre d'anomalies constatées dans la gestion de l'actuelle APC.

Pour rappel, après l'installation officielle du P/APC issu de la majorité relative, à savoir Hellaï Ahmed du RCD, ce dernier avait convoqué, le 30 décembre dernier, une réunion pour l'installation de l'exécutif. Lors de cette réunion, les cinq élus formant l'opposition avaient exigé du P/APC les deux vice-présidences. Depuis, et selon les dires de ces cinq élus, le P/APC n'avait donné aucune suite à leur proposition, préférant, après plusieurs semaines, l'installation d'un conseil consultatif qui vient d'être contesté.

Y. Y.

Des chômeurs de Djebbahia ferment la base-vie d'une société étrangère

Des dizaines de jeunes chômeurs de la commune de Djebbahia ont procédé hier, et pour la deuxième journée consécutive, à la fermeture de tous les accès menant à la base vie de la société canadienne Lavalin, installée depuis peu dans la région pour la réalisation de la station de traitement des eaux du barrage Koudiate Asserdoune.

Selon les jeunes que nous avons rencontrés hier sur place, la décision d'interdire tout accès à cette base a été décidée après que les promesses des autorités locales, dont le chef de daïra, pour le recrutement de la main-d'œuvre

locale n'aient pas été tenues. L'on se rappelle, au mois de décembre dernier, les jeunes chômeurs de Djebbahia où est implantée cette station de traitement, ainsi que ceux de Aomar et Kadria se sont regroupés sur les lieux en procédant à la fermeture de la RN5 afin d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur le recrutement sélectif et même discriminatoire dont ils font l'objet.

A cette époque, après une journée de pourparlers, des promesses ont été faites quant au règlement immédiat de ce problème en procédant au recrutement de jeunes par communes et par quotas.

Plus d'un mois après, les jeunes chômeurs qui viennent quotidiennement vers les lieux dans l'espoir d'être recrutés voient au fil des jours de nouvelles

têtes étrangères recrutées. Ce samedi, et las d'attendre la concrétisation des promesses des autorités locales, ces jeunes ont décidé de fermer carrément la base vie et d'interdire l'accès au chantier et ce, jusqu'à ce que les responsables de la wilaya leur trouvent une solution définitive.

Signalons que parmi les personnes pointées du doigt, il y a le responsable régional du bureau de main-d'œuvre basé à Lakhdaria. Selon tous les jeunes rencontrés sur place, ce responsable fait dans la discrimination en ignorant complètement les dossiers déposés chez lui par les jeunes de la commune de Djebbahia. Hier, dans l'après-midi, aucune solution n'était envisagée pour débloquer cette situation.

Y. Y.

APW DE MILA

Approbation du règlement intérieur et installation de l'exécutif

Une session extraordinaire a été tenue par la nouvelle Assemblée populaire de wilaya, issue des élections du 29 novembre dernier, avec deux points essentiels inscrits à l'ordre du jour : l'approbation du règlement intérieur et l'installation des commissions et des vice-présidents.

Tel un rouleau compresseur, Hocine Seddiki, le nouvel homme fort de l'Assemblée de wilaya, n'a laissé aucune chance à ses opposants et autres mécontents de sa formation, le FLN, ne serait-ce que d'exprimer leur refus ou leur désapprobation quant aux propositions soumises. Une heure aura suffi au président pour aller au bout de l'ordre du jour, forçant la main (levée) aux uns

et cloutant au pilori les autres. Aucun débat, aucun commentaire au refus de telle ou telle autre nomination n'ont été possibles, toutes les propositions sont passées au forceps et à la majorité recherchée et à une allure vertigineuse, levant la séance et mettant un terme à toute sorte de discussion par la mise en branle de l'hymne national. Ainsi, la mouture du règlement intérieur, d'une

soixantaine d'articles, présentée par Bougheda Rachid, président de la commission installée à cet effet, a été approuvée de manière globale malgré l'opposition des représentants du RND qui voulaient la discuter article par article.

Egalement, 6 postes de vice-présidents ont été créés et distribués respectivement à Bougheda Rachid (FNA), Benaâmane Djamel (FNA), Ghendouf Ahmed (PT), Ançar Mouloud (MSP), Bouhannache Zidane (FLN) et El Hadj Zeggar (un dissident RND) et 6 commissions installées, à savoir Economie et finance, (Bahoul Azzeddine

FLN), Equipement et aménagement du territoire (Djoumbi Ammar PT), Affaires sociales et culturelles (Bouzarzour Mbarka, MSP), Agriculture, hydraulique et forêts (Lamri Abdolkader, FNA), Santé et environnement (Boukrouh Ferhat, MSP), Education, formation et affaires religieuses (Nedjar Djaâfar, FNA). Pour M. Seddiki, le bureau de l'APW possède beaucoup d'atouts à faire valoir, comme il est animé de bonnes intentions et d'une grande volonté pour bien faire dans le seul intérêt des citoyens et le développement de la wilaya.

A. M'haimoud

JOURNÉE D'INFORMATION SUR LA CARTE CHIFA

À BLIDA

320 000 assurés sociaux concernés

Une journée d'information sur la carte électronique Chifa et destinée à la presse a été organisée, dimanche dernier, par la direction de la Cnas de Blida. Cette journée visait, en effet, à vulgariser cette opération qui touchera, à l'aune de l'année 2012, 320 000 assurés sociaux pour la wilaya de Blida.

Selon Abdelkader Haddou, directeur de l'agence Cnas de Blida, il est important de sensibiliser les assurés sociaux sur la portée de cette action qui a pour but de leur faciliter la tâche quant au remboursement des frais médicaux puisque dès lors que l'assuré détient sa carte il n'est plus besoin qu'il se présente aux caisses de la Cnas. Mais faut-il qu'il joue le jeu et réponde positivement aux convocations de la Cnas pour les besoins des formulaires à remplir, soutient le directeur, déplorant la nonchalance de certains. «Il est nécessaire pour nous de reprendre la transcription des noms et prénoms en langue arabe et pour cela il nous faut une copie de la carte nationale d'identité. C'est la raison pour laquelle nous insistons sur la présentation des concernés à nos guichets », nous dira M. Haddou.

En plus de ce document important, et pour éviter une fausse transcription des noms, le centre de personnalisation de la Cnas, sis à Ben-Aknoun à Alger, rejette, nous signale-t-on, les photos qui ne répondent pas aux normes exigées. Celles-ci doivent avoir un format de 0,35 x 0,45 sur un fond clair et uni. Ainsi, 90% des photos envoyées sont rejetées, nous dit-on.

Pour ce faire, l'ensemble des photographes de la wilaya de Blida ont été approchés et des explications leur ont été fournies par les agents de la Cnas quant aux normes exigées. En outre, nous apprenons que jusqu'à 400 cartes Chifa ont été délivrées et deux centres payeurs, celui du centre-ville de Blida et Zabana, ont été choisis pour piloter cette opération en attendant sa généralisation à l'ensemble des communes de la wilaya, tout comme les pharmacies du chef-lieu de Blida qui ont été désignées à cet effet.

Enfin, on nous fera savoir que des journées portes ouvertes sur la Sécurité sociale seront tenues du 25 au 31 janvier prochains au niveau du siège de l'agence Cnas de Blida. L'accent sera mis justement sur l'opération de la carte électronique Chifa.

M. B.

ORAN

L'UGCAA prépare la Journée nationale du commerçant

Alors que les Algériens ne cessent de subir de plein fouet le diktat des spéculateurs et les pratiques commerciales contraires à la réglementation de la part de maints commerçants, le tout nouveau bureau de wilaya de l'UGCAA, à Oran, a tenu un point de presse ce lundi pour annoncer la tenue d'un certain nombre d'activités à l'occasion de la Journée nationale du commerçant le 28 janvier.

En effet, les nouveaux membres du bureau de wilaya, l'ancien coordinateur ayant été définitivement écarté par la direction nationale de l'UGCAA après que le SG, Souilah Salah, ait tranché le problème organique au niveau local, n'ont pu éviter d'aborder les questions liées aux tensions et les prix exorbitants qui s'affichent pour la baguette de pain et le litre de lait qui, dans certains quartiers, est cédé à 40 DA.

Alors que ces deux secteurs d'activités sont, selon les professionnels, en crise, les représentants du bureau de wilaya imputent cette situation à la présence sur le marché de spéculateurs et à la multiplication des intermédiaires et justament de souhaiter que la réglementation soit appliquée et que l'organisation du marché se fasse par les pouvoirs publics. Néanmoins, les membres de l'UGCAA disent que pour ce qui est des boulangers, la profession est véritablement en crise : «Il y a plus de 70 boulangers qui ont fermé à Oran alors que la wilaya compte plus de 400. Le prix de la farine, de la semoule a augmenté mais aussi le prix des charges, du gazoil, l'eau, l'électricité, etc. ; les boulangers n'arrivent plus à s'en sortir !». La réunion, nous dit-on, du prochain conseil national, pour la préparation du 4^e congrès de l'UGCAA sera encore une occasion d'évoquer la sphère commerciale et ses problèmes de façon générale.

A noter encore que ces derniers jours à Oran, les inspecteurs de la DCP ont établi 20 procès-verbaux à l'encontre de commerçants pour défaut d'hygiène et non-affichage des prix.

Fayçal M.